

Les Burundaises veulent reprendre les places perdues à la tête des institutions

Arrib News, 08/03/2009 – Source APALes organisations de femmes burundaises déplorent le fait que les 30 pour cent de places, au minimum, réservées aux femmes dans les institutions comme le Sénat, l'Assemblée nationale ou le gouvernement, aient été reprises et troquées aux hommes. Elles citent les cas de l'ancienne première vice-présidente de la République, Mme Alice Nzomukunda, contrainte à démissionner en 2006 et dont la place a été donnée à un homme, M. Gabriel Ntizezerana, et l'ancienne présidente de l'Assemblée nationale, Mme Immaculée Nahayo, destituée et remplacée par un homme, M. Pie Ntavohanyuma.

Les femmes burundaises font remarquer que ces 30% n'ont pas été accordés gratuitement mais obtenus grâce à un combat qu'elles ont mené, surtout pendant les négociations d'Arusha (en Tanzanie) pour la paix et la réconciliation au Burundi en 2000, sous la médiation de l'ancien président sud-africain Nelson Mandela. Au départ, les femmes étaient exclues de ces négociations, mais elles se sont levées pour crier haut et fort pour que la femme soit prise en considération. Finalement, leur participation a été acceptée en qualité d'observateur. Dans les coulisses, elles sont parvenues à faire entendre leur voix, c'est ainsi que l'accord d'Arusha a réservé une place non négligeable à la femme burundaise, ont fait remarquer les femmes burundaises. Pour la première fois, un texte aussi fondamental et historique reconnaissait le rôle de la femme dans la reconstruction et le développement du pays et demandait qu'une place de choix lui soit accordée dans les institutions de décisions et dans tous les programmes de développement. C'est ainsi que la Constitution burundaise de 2004, qui s'inspire de l'Accord d'Arusha, stipule qu'un minimum de 30 % des places dans les institutions de la République burundaise soit accordées à la femme. Cependant, un long chemin reste à parcourir pour arriver à une réelle émancipation. Les femmes doivent se coaliser pour lutter ensemble contre les violences faites aux femmes, contre l'ignorance et contre la pauvreté et revendiquer le droit à la succession. La Journée internationale de la femme a été célébrée ce 8 mars dans la commune de Bukeye, dans la province de Muramya (centre du pays), sur le thème "Hommes et Femmes Unissons-nous pour combattre les violences faites aux femmes". Une semaine d'activités à la femme s'est déroulée du 2 au 8 mars pour bien célébrer cette fête, avec des échanges sur des thèmes en rapport avec l'émancipation de la femme. La fête du 8 mars de cette année survient cependant au moment où les violences faites aux femmes (les viols et les traitements inhumains) prennent une ampleur inquiétante au Burundi.